

*L'Adresse—M. Peterson*

d'entrepreneurs privés, un groupe de travail qui nous signalera les problèmes au sein de certaines industries; nous avons pris des mesures pour améliorer la situation dans nos industries automobile, aérospatiale, forestière et pétrochimique. Je suis heureux de pouvoir dire que . . .

**Le président suppléant (M. Guilbault):** A l'ordre. Le temps de parole du député est maintenant écoulé. Nous allons passer à la période de dix minutes prévue pour les questions.

**M. Wright:** Monsieur le Président, j'aimerais parler de certaines choses que le député de Willowdale vient de mentionner. Il a dit que nous devions nous inspirer du passé pour envisager l'avenir et il a donné comme exemple le prix de l'essence fait sur mesure pour le Canada. Et pour étayer ses propos, il a cité le passage suivant du discours du trône de 1980.

Les ministres n'ont pas l'intention d'imposer une hausse de 18c. sur la taxe d'accise pour le transport du combustible et le prix canadien sera plus profitable aux consommateurs que celui que le gouvernement précédent avait proposé dans son budget.

Or, depuis cette époque, le prix de l'essence a augmenté de plus de \$1 le gallon, le prix du mazout a doublé et l'essence aux États-Unis se vend 60 p. 100 moins cher qu'au Canada. De l'avis du député, le prix canadien du gouvernement libéral représente-t-il une bonne affaire pour les consommateurs?

**M. Peterson:** Monsieur le Président, le député de Calgary-Nord (M. Wright) ne tient pas compte de la situation qui existait en 1980. De graves pénuries étaient à craindre à l'époque. Les recettes pétrolières et gazières étaient ainsi réparties: 45 p. 100 aux provinces, 45 p. 100 aux producteurs et seulement 10 p. 100 au gouvernement fédéral. Le partage était disproportionné. Même les représentants du secteur privé considéraient que le gouvernement fédéral méritait une plus juste part fiscale des recettes énergétiques.

Je n'ai pas à m'excuser d'essayer de rétablir un peu l'équilibre. Le député devrait se rendre compte que la plus grosse part des recettes fiscales figurant dans le prix à la pompe est prélevée par les taxes provinciales.

**M. Jarvis:** Pas du tout.

**M. Peterson:** Il devrait également comprendre qu'une bonne part des recettes engendrées par la production elle-même sont réinvesties dans la recherche de nouveaux gisements au Canada, grâce aux incitations accordées aux programmes privés à contrôle canadien.

**M. Hawkes:** Monsieur le Président, le député est en train de vanter le Programme énergétique national. C'est incroyable. Est-ce qu'il ne sait pas que quatre ans après, les sociétés canadiennes et les sociétés pétrolières en général produisaient moins de pétrole en un jour que quatre ans auparavant? Nous recuons.

**M. Gauthier:** Nous consommons moins.

**M. Hawkes:** Dans la ville de Calgary, qui est le centre canadien de l'industrie pétrolière, le taux d'inoccupation des bureaux est de 21 p. 100, celui des logements locatifs de 15 p. 100, et le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Lorsque le Programme énergétique national a été adopté, Calgary avait l'économie la plus prospère du pays. C'était une ville en plein essor, qui construisait pour le Canada et qui achetait des produits de l'est du Canada.

Le député pourrait-il nous dire combien d'emplois le Programme énergétique national a fait perdre dans la circonscription de Willowdale, et combien dans l'Ontario? Après avoir lu le Programme énergétique national, j'ai pris la parole à la Chambre pour dire que les Canadiens perdraient 300,000 emplois. J'avais tort, monsieur le Président. Quatre ans après, c'est 514,000 qui avaient été perdus, dont la plus grande partie à cause du fiasco qu'a été le Programme énergétique national.

**M. Gauthier:** Foutaise.

**M. Hawkes:** Il a fait fuir les capitaux. Le député peut-il nous dire combien d'emplois le Programme énergétique national a fait perdre à sa circonscription et à la province d'Ontario? Est-ce qu'il est fier de ce résultat?

**M. Peterson:** Monsieur le Président, je ne comprends pas qu'un type ayant la formation du député, qui a étudié de très près la situation internationale, ne sache pas que les prix ont baissé alors que l'OPEP avait prévu qu'ils continueraient de monter en flèche. Le prix est actuellement voisin de \$29, mais le parti d'en face avait cru qu'il monterait à \$45 ou \$42. Voilà les projections qui figuraient au budget 1979 du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). La production mondiale a ralenti dans bien des secteurs. A Houston il y a plus de 45 millions de pieds carrés de bureaux inoccupés. Les prix n'ont pas poursuivi leur ascension comme nous l'avions prévu, mais les consommateurs en ont profité.

Le député a parlé de la quantité produite. Nous espérons que le Programme énergétique national nous rendrait autonomes ce qui est maintenant le cas pour le pétrole et nous avons des réserves de gaz pour une centaine d'années. Je voudrais que nous l'exportions et si les députés d'en face ont de meilleures idées à proposer, j'aimerais les connaître. Nous demandons aux Canadiens d'abandonner le mazout pour le gaz. Les producteurs canadiens dont les usines fonctionnent au gaz se trouveront nettement avantagés par rapport à leurs concurrents de la plupart des autres pays. Voilà le genre de programme qui nous permettra non seulement d'accroître notre productivité mais aussi de mettre l'énergie au service des consommateurs et des producteurs.

**M. Wright:** Monsieur le Président, je voudrais demander au député de Willowdale pourquoi son parti a voté contre la vente de gaz naturel aux États-Unis?

**M. Peterson:** Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) a fait des efforts considérables en vue de nous ouvrir les marchés internationaux. Il a essayé de trouver des débouchés pour notre gaz. Si certains ont de meilleures idées, qu'ils le disent et qu'ils collaborent avec nous au lieu de nous critiquer. Au lieu de trouver là un prétexte à politiquer, nous devrions unir nos forces dans l'intérêt des producteurs en quête de marchés. Si des députés d'en face ont des idées constructives à proposer pour vendre notre gaz à l'étranger, qu'ils nous en fassent profiter. Tel est le devoir d'un député.

**M. Jarvis:** Monsieur le Président, le député n'ignore pas que le secteur du pétrole et du gaz est celui qui, au Canada, a consommé le plus de camions. Je lui rappelle que lui et moi représentons une province où sont situées la plupart des usines de fabrication de pièces automobiles. Ai-je bien entendu le député dire qu'il était plus important pour les Canadiens d'acheter des